

Bilan de l'économie mondiale : 2005/2006 (n.2910)

Problèmes économiques

La Documentation française

Problèmes économiques

N° 2.910

8 novembre 2006

DOSSIER : Le bilan de l'économie mondiale 2005/2006

Une croissance toujours vigoureuse mais vulnérable

Perspectives économiques de l'OCDE

OCDE

En 2005, l'activité économique mondiale est restée vigoureuse. En dépit du ralentissement provoqué par la hausse des prix de l'énergie, la zone OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) est entrée dans sa cinquième année d'expansion. Aux Etats-Unis, l'économie pourrait connaître une légère décélération. Le rythme de l'activité en Europe devrait s'accélérer progressivement. Le Japon a aujourd'hui achevé le redressement de son économie, tandis que la Chine poursuit son expansion. L'économie mondiale n'est pas pour autant exempte de tensions. Certains risques persistent. Les déséquilibres des balances courantes, qui ont atteint des niveaux sans précédent, notamment aux Etats-Unis, sont ainsi susceptibles d'entraîner à terme des perturbations aux conséquences sérieuses.

Ralentissement de la croissance du commerce mondial

Rapport sur le commerce mondial 2006

OMC

En 2005, en raison du ralentissement de la croissance économique mondiale et de l'évolution du marché pétrolier, l'augmentation du commerce des marchandises s'est ralentie en termes réels, tout en restant supérieure à la moyenne des dix dernières années. Dans les pays développés importateurs de pétrole, la hausse des importations a été inférieure de plus de moitié à celle enregistrée en 2004. Compte tenu des médiocres performances économiques de l'Europe et des caractéristiques de ses flux commerciaux - 75 % des exportations sont intra-européennes -, la zone a enregistré en 2005 un net ralentissement de la croissance de ses échanges.

Marchés financiers : des conditions toujours favorables

Rapport annuel

Banque des règlements internationaux

Grâce à la vigueur de l'économie mondiale, les conditions sur les marchés financiers sont restées favorables en 2005 et au début de 2006. A l'exception des obligations à long terme, le resserrement de la politique monétaire dans les pays industrialisés avancés n'a guère eu d'incidence sur les prix des actifs. Les actions et les primes de risque ont bénéficié des fortes révisions à la hausse des perspectives de croissance, principalement en Europe et au Japon. En outre, les évolutions concernant le capital des entreprises ont constitué un facteur supplémentaire de stimulation des marchés : les distributions de dividendes, le rachat d'actions et les fusions-acquisitions se sont en effet orientés à la hausse. Par ailleurs, la stabilité des primes de risque en 2005 n'a pas été affectée par la remontée des taux d'endettement.

Hausse du dollar et des matières premières, mais stabilité de l'inflation

Rapport annuel de la Banque de France

Christian Noyer

L'année 2005 a mis fin à une longue phase de baisse du dollar. La devise américaine s'est en effet affermie de près de 12 % contre l'euro et de plus de 14 % contre le yen. Cette inversion de tendance ne s'est pas produite sur les marchés des matières premières. Au contraire, car les marchés ont continué leur hausse entamée en 2003. Le cours de *Brent* a ainsi progressé de plus de 40 % en 2005. Malgré cette hausse, l'inflation est restée contenue dans le monde et notamment en Europe. L'inflation de la zone euro a atteint 2,2 % en moyenne annuelle. Depuis 2000, l'inflation totale de la zone euro oscille entre 2,1 et 2,3 % en moyenne annuelle.

Une nouvelle année de croissance de l'IDE

World Investment Report 2006

En 2005, l'investissement direct étranger (IDE) a progressé dans la plupart des sous-régions du monde. Les pays développés restent les principales sources des IDE sortants - les Pays-Bas en première position avec 119 milliards de dollars, la France ensuite (116 milliards de dollars) puis le Royaume-Uni en troisième position (101 milliards de dollars). Cependant, même si l'univers des sociétés transnationales (STN) est toujours dominé par les firmes de la Triade, les entreprises des pays en développement (PED) sont de plus en plus actives dans l'émission des IDE. Ainsi, parmi les 100 premières STN, cinq proviennent du monde en développement. Concernant la destination des investissements, les pays développés ont la part belle : ils connaissent la plus forte hausse des entrées d'investissements avec 542 milliards de dollars, soit 37 % de plus qu'en 2004. Mais la somme investie dans les PED a elle aussi augmenté pour atteindre le niveau record de 334 milliards de dollars.

Le taux de chômage diminue mais la croissance de l'emploi reste modérée

Perspectives de l'emploi de l'OCDE

En 2005, la croissance de l'emploi reste modérée dans la zone de l'Organisation de coopération et de développement économiques - OCDE - (+ 1,1 %), mais celle-ci continue d'être supérieure à la progression de la

population active dans la plupart des pays membres. La croissance de l'emploi s'est accélérée dans toutes les économies de la zone, excepté en Allemagne (- 0,2 %) et aux Pays-Bas (- 0,6 %), où l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) réel a été faible, et au Mexique (- 0,7 %). Le taux de chômage moyen des pays de l'OCDE a diminué de 0,2 point en 2005 pour se stabiliser à 6,5 % de la population active (contre 6,7 % en 2004) et devrait continuer de régresser. Il reste toutefois particulièrement élevé en Pologne (17,7 %), en République slovaque (16,2 %), en Grèce (10,4 %) et en Turquie (10 %). Le redressement du taux de croissance des rémunérations réelles par salarié masque, quant à lui, de fortes disparités entre les pays européens notamment et reste en deçà de la hausse de la productivité du travail.

La migration internationale se féminise

Etat de la population mondiale 2006

Aujourd'hui les femmes représentent la moitié des 94,5 millions de migrants internationaux. Traditionnellement, elles émigraient pour se marier ou rejoindre leur famille, mais le nombre de femmes émigrant seules ou en compagnie d'autres femmes a considérablement augmenté ces dernières décennies. Elles se voient généralement offrir, dans le pays d'accueil, des emplois moins bien rémunérés par rapport aux hommes et souvent limités aux services domestiques et au secteur tertiaire, même si elles sont bien représentées dans la catégorie des emplois qualifiés en Amérique du Nord et en Europe. Le *Rapport sur l'état de la population mondiale 2006* expose les raisons de la migration internationale : dans le monde en développement, la pauvreté, la maladie et le mariage seraient les premières motivations de la migration internationale. Il énonce également ses implications socioéconomiques. L'immigration féminine a ainsi contribué, dans les pays développés, à l'essor de l'industrie du spectacle et du sexe et a participé de ce fait à l'accroissement du produit intérieur brut (PIB) du pays d'accueil : dans quatre pays d'Asie du Sud-Est, par exemple, plus de 2 % du PIB sont générés par ces activités.

EGALEMENT DANS CE NUMERO

PAUVRETE

2007 comptera, à l'échelle planétaire, plus d'urbains que de ruraux

Financial Times

En 2007, pour la première fois dans l'histoire, la planète comptera plus d'urbains que de ruraux et un citadin sur trois vivra dans un bidonville. La pauvreté urbaine se développe et plus de 560 millions d'êtres humains n'ont actuellement accès ni à l'eau potable, ni à un réseau sanitaire. Les sommes consacrées à l'amélioration de la situation de ces miséreux restent très insuffisantes et les programmes de travaux publics sont appliqués, le plus souvent, à petite échelle, les grands projets courant le risque de s'enliser dans la bureaucratie. Selon les Nations unies, seul un Etat fort peut éradiquer la pauvreté urbaine en étant notamment capable de reorienter les migrations pour éviter la congestion des bidonvilles et de faire appliquer les mesures nécessaires pour limiter la pollution domestique.

INFLATION

L'impact de l'inflation chinoise sur les Etats-Unis et le Japon

FMI Bulletin

Tarhan Feyzioglu

Quelle est le lien entre le niveau d'inflation des pays émergents et celui des pays industrialisés ? La baisse générale, ces dernières années, de l'inflation dans le monde a amené certains à soutenir la thèse selon laquelle les pays émergents, notamment la Chine, faisaient, à travers leurs exportations de marchandises bon marché vers des économies plus matures, baisser les prix dans le reste de la planète. Récemment, l'apparition de tensions inflationnistes qui tendent à se généraliser a conduit au développement d'une argumentation inverse : ce serait cette fois la demande chinoise qui entraînerait la hausse des prix dans le reste du monde. Dans un document de travail, le FMI analyse ces relations. Il montre que rien n'indique vraiment que la Chine ait exporté son inflation au Japon ou aux Etats-Unis ; ce pourrait même être en définitive le contraire.

Année d'édition : 2006 48 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332029105 ISSN : 0032-9304